



Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28/05/2026

PV rédigé par Christophe Côme, Secrétaire de séance et révisé par les membres du CA ainsi que la Direction du LFPH et la Présidente de séance, Valérie Houle

Début 17h00

Fin : 20h30

Personnes présentes au début de l'Assemblée Générale:

- Membres du CA:
 - Parents élus du CA
 - Gösta Schwarck (Président)
 - Alexandra Rochette (Vice-Présidente)
 - Judith Doué Tai (Trésorière)
 - Christophe Côme (Secrétaire Générale)
 - Maya Khlar (en ligne)
 - Hadrien Boisseau (en ligne)
 - Andrea Young (suppléante)
 - Maryll Métier (suppléante)
 - Membre de droit, nommée par l'ambassade de France (sans vote)
 - Agnès Pallini-Martin
- Direction de l'établissement:
 - Michael Mocka (Proviseur)
 - Véronique Leguay (Directrice Primaire)
 - Pierre Lartigue (Directeur Administratif & Financier)
 - Ida Sigurd (Directrice études en danois)
- Une quarantaine de personnes dans l'assemblée, plus une dizaine en ligne

L'AG commence par un mot de bienvenue par Gösta Schwarck, Président du CA.

L'**ordre du jour** de l'Assemblée Générale est le suivant :

1. Election du Président de séance et secrétaire de séance
2. Rapport annuel du conseil d'administration
3. Présentation pour approbation des comptes de l'exercice fiscal 2025
4. Election des membres du conseil d'administration



5. Situation Financière 2026 & avenant AEFÉ
6. Résumé sondage des parents 2026
7. Projet école
8. Présentation de M. Léridon, futur proviseur
9. Résultats et clôture
10. Résumé des questions/réponses avec les parents

I. Élection du Président(e) et Secrétaire de séance:

L'AGO commence avec l'élection d'un président de séance et d'un secrétaire de séance. Une seule candidate s'est présentée pour le rôle de Présidente de séance : Valérie Houle. Un seul candidat s'est présenté pour le rôle de secrétaire : Christophe Côme. L'AGO est conforme et approuvée.

II. Rapport annuel du Conseil d'Administration:

Par Gösta Schwarck, président

Le rôle du CA est rappelé, qui est :

- a. Responsable de l'application des lois danoises et de la convention AEFÉ
- b. Situation financière de l'établissement
- c. Employeur des contrats danois (contrats signés par le Président du CA)
- d. Présentation du CA actuel, constitué de
 - 6 membres permanents, parents d'élèves élus lors l'Assemblée Générale (mandat de 3 ans) avec droit de vote
 - 2 membres désignés par l'Etat français, sans droit de vote
 - 2 suppléants pour 1 an (sans droit de vote)

Le rapport annuel 2025 est ensuite présenté avec comme principaux points:

- Effectifs :
 - Tendances positives depuis 2022 après une baisse entre 2018 et 2022 notamment due au COVID-19 et à la concurrence de l'école européenne (gratuite) (de 888 élèves en 2018 à 731 en 2022).
 - 806 élèves à la rentrée 2025-2026.
 - Stabilisation des effectifs, mais croissance moins forte que souhaitée.
- Développement et qualité :
 - Migration de Google Workspace vers Microsoft pour renforcer la sécurité informatique, la gestion des données et la conformité aux règles GDPR.
 - Études préalables sur la crèche et la cantine finalisées.



- Au collège, étendue de l'activité périscolaire Kompas jusqu'à la 3e (+ de 100 élèves inscrits).
- Orientation stratégique :
 - Nouveau travail de vision lance: projet école (plus en détail par la suite)
 - Sondage des parents confirme les tendances obtenues en 2024
 - Etude pour une salle de sport sans hausse des coûts pour le LFPH

III. Présentation des comptes annuels 2025 :

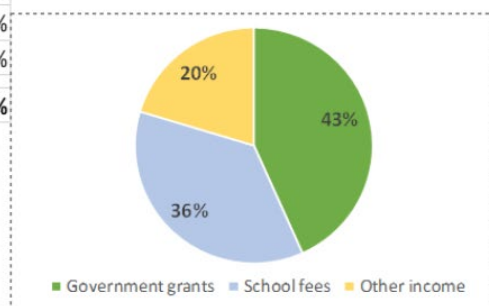
Par Judith Doué Taï, trésorière

Présentation générale du compte de résultat : on observe une hausse des recettes (91,4 M DKK), accompagnée d'une augmentation des dépenses (92,2 M DKK), conduisant à un déficit de 0,8 M DKK.

a) Recettes : 91,4 M DKK

Income (K DKK)	2025	2024	2023	% evol.
Government grants	39 562	36 809	33 507	7%
School fees	33 211	30 596	29 097	9%
Other income	18 591	14 609	11 228	27%
Total Income	91 364	82 015	73 832	11%

Other Income (K DKK)	2025	2024	2023	% evol.
Income from canteen	3 517	2 835	1 629	24%
Municipal grant towards club	2 899	1 900	1 486	53%
Municipal grants towards day-care	11 390	8 766	7 845	30%
Other income and grants	784	1 109	269	-29%
Total Other Income	18 591	14 609	11 228	27%



Hausse de 11 % par rapport à l'année précédente (+24 % vs 2023), principalement attribuable à :

- L'augmentation des financements publics (+12 %), liée à la progression du nombre d'élèves.
- La hausse des recettes issues des frais de scolarité (+9 %), résultant à la fois de l'augmentation du nombre d'élèves, et de la revalorisation des frais de scolarité (+3 % en 2024-2025 et +5 % en 2025-2026).

Répartition des revenus :

- 43 % : financement de l'État danois (enseignement)
- 36 % : frais d'écolage



- 20 % : autres revenus (notamment financements des communes danoises pour le périscolaire)

b) Dépenses

Operating expenses (K DKK)	2025	2024	2023	% evol.
Payroll expenses	-60 618	-52 974	-43 986	14%
Other expenses related to teaching	-6 467	-7 252	-2 998	-11%
Teaching	-67 085	-60 225	-46 984	11%
Payroll expenses	-2 538	-2 573	-3 899	-1%
Other expenses related to property management	-14 106	-13 108	-12 617	8%
Property management	-16 644	-15 682	-16 516	6%
Payroll expenses	-4 668	-4 987	-4 816	-6%
Other expenses related to administration	-3 785	-3 650	-4 463	4%
Administration	-8 453	-8 637	-9 279	-2%
Total Operating expenses	-92 182	-84 544	-72 779	9%

Focus sur les dépenses, qui enregistrent une forte hausse, en particulier la masse salariale (+14 % par rapport à 2024).

Pour les salariés en contrat local danois, cette augmentation résulte des négociations de branche et reste donc indépendante de l'école.

Par ailleurs, la hausse du nombre d'élèves a entraîné l'ouverture de nouvelles classes et des recrutements supplémentaires.

Des mesures organisationnelles ont été mises en place en début d'année scolaire 2025-2026 afin d'optimiser les dépenses ; leurs effets ne se sont toutefois fait sentir qu'à partir de la fin de l'année 2025.

On note également une augmentation des frais immobiliers (+8 %), couvrant :

- la location des bâtiments scolaires,
- la location d'installations sportives,
- ainsi que les coûts de maintenance des locaux.

c) Vote pour approbation

(a) Rapport moral 2025 (34 votants) :

- Pour : 33
- Contre : 0
- S'abstient : 1

(b) Comptes annuels 2025 (34 votants):

- Pour : 33
- Contre : 0
- S'abstient : 1

IV. Election des membres du CA

Par Christophe Côme, secrétaire général



Chaque année, le CA, composé au minimum de 6 membres permanents renouvelle deux de ses membres pour des mandats de trois ans, ainsi que des suppléants élus pour 1 an. En cas de démission en cours de mandat, le siège est ouvert au vote lors de la prochaine AGO pour la durée restante du mandat concerné.

- i) Cette année, les mandats de Gösta Schwarck et Judith Doué Tai arrivent à leur terme: 2 mandats de 3 ans sont soumis au vote
- ii) De plus, Hadrien Boisseau et Maya Khiar, élus l'an dernier pour 3 ans, quittent le Danemark, et ouvrent donc 2 mandats de 2 ans
- iii) Présentation des candidat(e)s :
 - Audrey DUFOUR
 - Lars HOVANG (absent)
 - Aurélie LUTZ
 - Flavie RAMAKRISHNAN
 - Riem ROESS (absente)
 - Gösta SCHWARCK
 - Camille BAS-WOHLERT
 - Andrea YOUNG
- iv) Les parents présents dans l'assemblée n'ayant pas voté électroniquement ont pu voter sur place, toujours en choisissant 3 candidat(e)s maximum.

V. Situation financière 2026 & avenant AEFÉ

Par Judith Doué Tai, trésorière

A. Budget 2026

À la suite de 2 précédents exercices déficitaires, l'objectif principal pour 2026 est de retrouver un excédent, avec une prévision de +1,2 M DKK.

Le budget est basé sur une stabilité des effectifs (795 élèves estimé dans le budget au 5 septembre 2026).

Les principaux points de ce budget sont :

- i. Dépenses :
 - Prise en compte de la demande de nouvelle contribution de l'AEFE (à hauteur de 35% des pensions civiles des détachés), avec un provisionnement de 1,17 M DKK
 - Meilleure maîtrise de l'évolution de la masse salariale ;
 - Optimisation du nombre de classes
 - Poursuite de quelques investissements : installation de toiles de protection dans les cours de récréation ;
 - Achat de nouveaux matériels informatiques ;
 - Matériel pour les classes flexibles ;



- Mobilier pour les espaces de détente des élèves (foyers).

ii. Recettes :

- Augmentation des frais de scolarité à hauteur de 5% ;
- Augmentation des frais d'inscription ;
- Facturation des enseignements et dispositifs facultatifs.

B. Avenant AEFÉ

- Annonce du 18 décembre 2025 : Nouvelle contribution pour compenser le déficit record de l'AEFE prévu en 2026 et l'augmentation des pensions civiles des salariés détachés.
- Impact pour le LFPH :
 - 2026 : 1,17M DKK.
 - 2027 : >3M DKK (si revalorisation des pensions).
- Problématiques :
 - Avenant imposé : Hausse des contributions sans transparence sur le montant total (lié aux pensions futures).
 - Risque de "chèque en blanc" : l'avenant impose une forte hausse mais sans visibilité sur le montant final après 2027
 - Peu d'établissements signataires à ce jour (~30/155, principalement en Asie)

Position du CA

- Non-négociable : garantir l'homologation AEFÉ. Nous sommes un lycée français du réseau AEFÉ. Il est essentiel de préserver cette force et cette identité (confirmé par le sondage).
- Pas de déconventionnement souhaité
- Refus de signer l'avenant à court terme :
 - Raisons :
 - Coût financier non garanti sur le moyen/long terme
 - Manque de transparence et de justification.
 - Stratégie :
 - Attendre les conclusions de la Commission Cazabonne (mi-juin 2026) et de l'AG de l'AEFE (26 juin 2026).
 - Recours administratif : 27 établissements ont signé un recours pour bloquer l'avenant (délais longs).
 - Provisionnement : L'argent est déjà budgétisé (si signature obligatoire).
- Alternatives :
 - Négociation pour un nouveau modèle de partenariat (ex. : conventionnement "light").
 - Pas de passage au statut "partenaire" (trop coûteux à court/moyen terme).



Calendrier clé

- Mi-juin 2026 : Rapport de la Commission Cazabonne.
- 26 juin 2026 : AG de l'AEFE.
- Début juillet 2026 : AG de la FAPEE (Fédération des Associations de Parents d'Élèves).
- 30 juin 2026 : Date limite pour signer l'avenant (report possible).

VI. Résumé sondage des parents 2026

Par Maryll Métier

Profil des répondants

- Répartition : Maternelle (26 %), Primaire (32 %), Collège (28 %), Lycée (14 %).
- Ancienneté : 38 % entre 2 et 5 ans, 33 % >5 ans.
- Diversité : 40 % de familles multiculturelles, 90 % parlent français à la maison.

Raisons du choix du LFPH

1. Langue française (76 %).
2. Système éducatif français (66 %).
3. Excellence académique (30 %).

Satisfaction globale

- Note moyenne : 7,4/10.
- Points forts :
 - Qualité des enseignants.
 - Excellence académique.
 - Locaux et emplacement.
- Points à améliorer :
 - Communication : Trop d'emails, manque de clarté, informations difficiles à trouver.
 - Relations humaines : Accueil, Direction, besoin d'écoute.
 - Organisation : Manque de structure (logistique SFO, stabilité).
 - Inclusion : Difficultés pour les familles non francophones (communication en français/anglais/danois).

Priorités stratégiques (selon les parents)

1. Plurilinguisme (anglais, allemand, danois).
2. Intégration des familles non francophones.
3. Communication centralisée.
4. Renforcement du lien école-famille.



VII. Projet école

Par Alexandra Rochette, vice-présidente

Des priorités claires identifiées lors du sondage des parents et à la base du projet: langues (plurilinguisme) et excellence académique.

- Méthodologie :
 - Ateliers : Définition des ambitions, compétences clés, changements nécessaires.
 - Actions court terme : Mise en œuvre dès la rentrée 2026.
 - Vision 2030 : Réflexion sur des changements profonds (ex. : enseignement en langues, horaires).
- Objectif : Faire du LFPH une communauté internationale où chaque élève développe sa capacité à vivre, apprendre et interagir avec aisance dans plusieurs langues et cultures.
- Communication :
 - Recrutement d'une personne dédiée.
 - Améliorations : Centralisation, transparence, réactivité.
- Langues :
 - Problèmes identifiés :
 - Niveaux hétérogènes (ex. : anglais, danois).
 - Manque d'exposition en dehors des cours (ex. : activités extrascolaires en langues).
 - Pistes :
 - Enseignement de matières en langue étrangère (ex. : sciences en anglais).
 - Flexibilité : Groupes par niveau vs. classes mixtes.
 - Pratique informelle : Encourager l'usage des langues dans la vie quotidienne (ex. : clubs, interactions avec le personnel).

VIII. Présentation du futur proviseur

Par Timothée Léridon

Mr Léridon est actuellement proviseur-adjoint au Lycée Français Charles de Gaulle (Londres).

- Expérience :
 - Gestion d'un établissement biculturel (français/anglais).



- Collaboration avec les autorités locales (ministère de l'Éducation britannique) et le poste diplomatique.
- Vision :
 - Double appartenance : Lien fort avec la France + ouverture internationale.
 - Excellence académique : Préparation des élèves pour des études supérieures partout dans le monde.
- Prise de fonction : août 2026 (rentrée scolaire)

IX. Résultats des votes et clôture

Par Christophe Côme et Gösta Schwarck

A. Election nouveau CA

161 votants : 145 en ligne, 16 en présentiel

Résultats des votes, par ordre alphabétique

	électronique	papier	total	mandat
Audrey DUFOUR	53	10	63	2 ans
Lars HOVANG	36	4	40	suppléant
Aurélie LUTZ	49	8	57	2 ans
Flavie RAMAKRISHNAN	28	2	30	-
Riem ROESS	30	1	31	suppléante
Gösta SCHWARCK	61	8	69	3 ans
Camille BAS-WOHLERT	56	9	65	3 ans
Andrea YOUNG	14	6	20	-

Considérant la fin des deux mandats les plus anciens, de :

- Gösta SCHWARCK (échéance 2026)
- Judith DOUE TAI (échéance 2026)

Considérant la fin anticipée des deux mandats pour cause de départ du Danemark, de :

- Hadrien BOISSEAU (échéance 2028)
- Maryll METIER (échéance 2028)

Les personnes suivantes sont donc élues, à compter du 28/05/2026 :

Pour un mandat de 3 ans:

- Gösta SCHWARCK
- Camille BAS-WOHLERT



Pour un mandat de 2 ans:

- Audrey DUFOUR
- Aurélie LUTZ

En tant que suppléants, pour un mandat d'1 an :

- Lars HOVANG
- Riem ROESS

B. Clôture

Gösta Schwarck, au nom du CA, tient à remercier chaleureusement le proviseur Mr Mocka, pour tout le travail accompli lors de ces 3 années passées au LFPH ; Mr l'Ambassadeur, Christophe Parisot, pour son implication et sa collaboration constructive lors de ces 5 années à Copenhague et Carl Engelsen, précédent COCAC, pour son action au sein du CA en lien avec l'ambassade.

Quelques mots de remerciements aussi aux membres du CA partant, la trésorière Judith Doué Taï, Hadrien Boisseau, Maryll Métier et Andrea Young pour tout leur travail au sein du CA au cours de cette année.

C. Election nouveau bureau

Par ailleurs, le nouveau CA s'est réuni le 31 Mai 2026 et a voté le 2 Juin 2026 la répartition suivante pour les différentes fonctions

Rôle	Nom	Votes obtenus	Elu au CA jusqu'à
Président	Gösta SCHWARCK	6/6	2029
Vice-Présidente	Alexandra ROCHETTE	6/6	2027
Trésorier	Christophe CÔME	6/6	2027
Secrétaire Générale	Camille BAS-WOHLERT	6/6	2029
Membre permanent	Audrey DUFOUR	-	2028
Membre permanent	Aurélie LUTZ	-	2028
Suppléante	Lars HOVANG	-	2027
Suppléante	Riem ROESS	-	2027



X. Résumé des questions/réponses des parents

Par Christophe Côme

- Question : A date de l'AG, une trentaine d'établissements conventionnés ont signé l'avenant envoyé par l'AEFE fin décembre 2025. Quelle serait la conséquence de ne pas signer ?

Réponse : A cette date, rien n'est défini. Le CA va communiquer à l'AEFE que ne pas signer l'avenant ne revient pas à dénoncer la convention (qui lie le LFPH à l'AEFE jusqu'à l'été 2028). Cette convention n'est pas remise en cause par le LFPH. Sur les interactions eues par le CA avec différentes parties, la majorité des établissements conventionnés sont dans la même approche et nous attendons le prochain CA de l'AEFE et les premières communications du nouveau DG de l'AEFE pour en savoir plus.

- Question : Est-ce-que les prochaines décisions de l'AEFE pourrait remettre en cause le non-passage à un partenariat ?
- Réponse : A l'heure actuelle, le LFPH est lié à une convention avec l'AEFE jusqu'en 2028 (entrée en vigueur le 21 Août 2023, pour 5 ans). Dans les faits, cette convention est renouvelée de façon tacite, pour des périodes de 5 ans. Comme indiqué dedans : « Elle peut être dénoncée par chacune des parties par lettre, sous couvert du poste diplomatique, à échéance d'une année scolaire, avec un préavis de douze mois. » Le CA rappelle aussi les 3 statuts existant dans le réseau :
 - Gestion directe : Établissements gérés comme des écoles françaises à l'étranger.
 - Partenaires : Homologués, sans personnel détaché, de droit privé. L'école publique paie une contribution pour les examens.
 - Conventionnés (statut du LFPH): Environ 150 établissements (20 % du réseau). Bénéficient d'enseignants détachés (une vingtaine dans notre cas) et de cofinancement pour la formation.

Avantages du statut actuel

- Ressources humaines : Accès à des enseignants formés en France, avec une partie de leur salaire cofinancée (bien que cette aide diminue).
- Avantage financier : Le budget récupère une partie des salaires, ce qui permet une augmentation des dépenses possibles.
- Uniformité pédagogique : Garantit un enseignement cohérent dans tout le réseau.
- Participation à un réseau: les élèves peuvent suivre une scolarité semblable dans la plupart des pays du monde (expatriés), pour formation des enseignants, mais aussi un certain nombre d'élèves participent à des actions venant du réseau de l'AEFE.

Enjeux et incertitudes

- Pas de modèle financier optimal à ce jour : Le partenariat n'est pas toujours moins cher, surtout si les salaires locaux sont potentiellement plus chers (ex. : LFPH).



- Tendance future : L'AEFE pourrait créer de nouveaux modèles (partenariats renforcés, conventionnements allégés), mais rien n'est encore défini.
 - Décision variable : Certains établissements ont intérêt à passer en partenariat (selon les salaires locaux notamment), d'autres non.
 - Objectif à court terme : Maintenir le statut conventionné, tout en ayant une discussion ouverte avec l'AEFE par rapport à l'avenant.
- Question : Sur la temporalité des décisions, le CA semble convaincu que le partenariat n'est pas la meilleure des solutions, mais peut-on prendre une décision en 2 semaines sur une éventuelle solution hybride?
- Réponse : Tout d'abord, nous ne savons pas si une solution hybride sera proposée ou même un moratoire sur la décision du 18 Décembre 2025 de l'AEFE. Cependant, même si une solution était proposée, nous savons qu'aucune solution ne sera mise en place immédiatement après une décision. L'objectif est de faire arrêter, renégocier ou ouvrir une discussion sur l'avenant. Actuellement, des échanges sont en cours, mais rien n'est formalisé : les interlocuteurs sont ouverts, mais sans feuille de route claire ni pouvoir décisionnel.
- Stratégie financière:
 - (i) Éviter ou retarder tout coût supplémentaire pour préserver le budget.
 - (ii) Pas d'attente de miracle : les changements ne sont pas attendus pour le 1er juillet.
 - (iii) Priorité : Protéger les finances de l'établissement en explorant toutes les options.
 - Position vis à vis de l'AEFE:
 - Pas d'opposition à l'AEFE, mais compréhension de ses difficultés financières.
 - Demande de transparence :
 - Savoir ce qui est financé (ex.: cotisations pour les pensions civiles).
 - Comprendre l'évolution des contributions et leur utilisation.
 - Volonté de contribuer, mais sans mettre en péril la stabilité financière de l'établissement (LFPH) à moyen/long terme.
- Question : La convention entre le LFPH et l'AEFE va jusqu'en 2028, aucun changement n'est-il possible avant?
- Réponse : La convention est renouvelable par tacite reconduction si aucune des deux parties ne demande de modification. Par ailleurs, une demande de changement doit être faite 12 mois avant la date d'échéance. Donc pour tout changement avant l'été 2028, l'un des parties (AEFE ou LFPH) devrait dénoncer la convention avant l'été 2027.
- Un point technique important: la convention actuelle (valable jusqu'en 2028) ne précise pas clairement les charges sociales et pensions civiles, ce qui a permis à l'AEFE d'agir sans remettre en cause toutes les conventions existantes.



- Question : Si en juin l'AEFE revenait sur ses décisions et ne faisait plus rien payer en plus pour 2026 et 2027, est-ce-que que le règlement financier qui notamment fait payer les options au lycée, pourrait-être remis en cause ?
- Réponse : Tout d'abord, le CA estime extrêmement peu probable une possible annulation pure et simple des décisions précédentes de l'AEFE. Ensuite, cela part aussi d'une réflexion plus globale: une inéquité peut être perçue car les familles dont les enfants ne choisissent aucune option ou enseignement facultatif (qui nécessitent des professeurs et des heures supplémentaires) paient autant que celles qui en bénéficient. Donc aucun changement n'est attendu pour la rentrée 2026-2027. Ensuite, pour la suite, ce sera au future CA de voir s'il ajuste le règlement financier pour les rentrées suivantes.

- Question : Sur le budget 2026, les revenus semblent similaires à 2025, comment expliquer un bénéfice ce coup-ci ?
- Réponse : Plusieurs aspects sont à prendre en compte :
 - Maîtrise des coûts :
 - Il y a eu une légère augmentation des frais de scolarité.
 - Rationalisation du nombre de classes pour optimiser la rentabilité (éviter les classes à effectifs réduits).
 - Meilleure gestion des emplois du temps du personnel
 - Anticipation :
 - Mieux prévoir le nombre d'élèves et le nombre de places disponibles.
 - Privilégier une gestion équilibrée plutôt que d'accueillir tous les élèves sans capacité suffisante.



MINUTES OF THE ORDINARY GENERAL ASSEMBLY 28/05/2026

Minutes drafted by Christophe Côme, Meeting Secretary, and reviewed by the Board of Directors and the LFPH Management as well as the Chairperson, Valérie Houle

Start: 5:00 PM

End: 8:30 PM

Persons present at the beginning of the General Assembly:

- Members of the Board of Directors:
 - Elected parents
 - Gösta Schwarck (Président)
 - Alexandra Rochette (Vice-Président)
 - Judith Doué Taï (Treasurer)
 - Christophe Côme (General Secretary)
 - Maya Khiar (online)
 - Hadrien Boisseau (online)
 - Andrea Young (substitute)
 - Maryll Métier (substitute)
 - Member appointed by the French embassy (no voting rights)
 - Agnès Pallini-Martin
- School Management:
 - Michael Mocka (Headmaster)
 - Véronique Leguay (Primary School Principal)
 - Pierre Lartigue (Administrative & Financial Director)
 - Ida Siguurd (Head of Danish studies)
- Around 40 persons in the assembly, and a dozen online

The General Assembly began with a welcome address by Gösta Schwarck, Chairman of the Board of Directors.

The agenda for the General Assembly is as follows:



1. Election of the Chairperson and Meeting Secretary
2. Annual report of the Board of Directors
3. Presentation for approval of the financial statements for the 2025 fiscal year
4. Election of the members of the Board of Directors
5. 2026 Financial Statement & AEFÉ amendment
6. Summary of the 2026 Parent Survey
7. School Project
8. Presentation of Mr. Léridon, future Headmaster
9. Results and closing remarks
10. Summary of parents' questions and corresponding answers

I. Election of the Chairperson and Meeting Secretary:

The Ordinary General Assembly began with the election of a chairperson and a meeting secretary. Only one candidate ran for the role of Chairperson: Valérie Houle.

Only one candidate ran for the role of secretary: Christophe Côme

The Ordinary General Assembly is deemed valid and approved.

II. Annual Report of the Board of Directors:

By Gösta Schwarck, president

The role of the Board of Directors is reminded, which is:

- a. Responsible for the application of Danish laws and the AEFÉ convention
- b. Financial situation of the institution
- c. Employer for Danish contracts (contracts signed by the Chairman of the Board)
- d. Presentation of the current Board of Directors, composed of
 - 6 permanent members, school parents elected during the general assembly, for a 3-year term, with voting rights
 - 2 members appointed by the French State (Embassy), no voting rights
 - 2 alternate members for 1 year (no voting rights)

The 2025 annual report was then presented, with the following main points:

- Student numbers:
 - Positive trend since 2022 after a decline between 2018 and 2022, notably due to COVID-19 and competition from the European School (free) (from 888 students in 2018 to 731 in 2022).
 - 806 students at the start of the 2025-2026 academic year.
 - Stabilization of student numbers, but less growth than expected.
- Development and quality :



- Migration from Google Workspace to Microsoft to strengthen IT security, data management, and GDPR compliance.
- Preliminary studies on the daycare and canteen finalized.
- At the middle school, Kompas after-school activities extended to 9th grade (over 100 students enrolled).
- Strategic direction :
 - New vision project launched: school project (more details to follow)
 - Parent survey confirms trends observed in 2024
 - Feasibility study for a sports hall without cost increases for the LFPH

III. Presentation of the 2025 annual accounts:

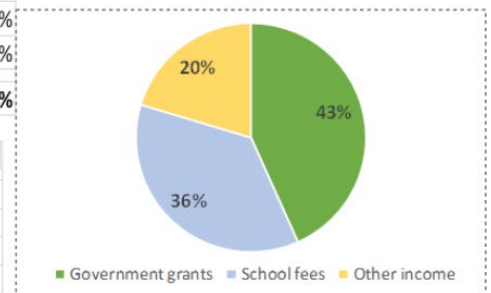
By Judith Douetai, Treasurer

General presentation of the income statement: there is an increase in incomes (91.4 million DKK) but also in expenses (92.2 million DKK), resulting in a deficit of 0.8 million DKK.

a) Incomes: 91.4 million DKK

Income (K DKK)	2025	2024	2023	% evol.
Government grants	39 562	36 809	33 507	7%
School fees	33 211	30 596	29 097	9%
Other income	18 591	14 609	11 228	27%
Total Income	91 364	82 015	73 832	11%

Other Income (K DKK)	2025	2024	2023	% evol.
Income from canteen	3 517	2 835	1 629	24%
Municipal grant towards club	2 899	1 900	1 486	53%
Municipal grants towards day-care	11 390	8 766	7 845	30%
Other income and grants	784	1 109	269	-29%
Total Other Income	18 591	14 609	11 228	27%



- (a) An 11% increase compared to the previous year (and +24% compared to 2023), primarily due to
- (i) Increased government and municipal funding (+12%), resulting from a larger student population.
 - (ii) The total amount collected in tuition fees (+9%) is due to the increased number of students and the increase in tuition fees (+3% in 2024-2025 and + 5% in 2025-2026 scholar years)
- (b) Allocation :
- (i) 43% funding from the Danish state (teaching)
 - (ii) 36% tuition fees
 - (iii) 20% other income (Danish municipalities for after-school care)



b) Expenses

Operating expenses (K DKK)	2025	2024	2023	% evol.
Payroll expenses	-60 618	-52 974	-43 986	14%
Other expenses related to teaching	-6 467	-7 252	-2 998	-11%
Teaching	-67 085	-60 225	-46 984	11%
Payroll expenses	-2 538	-2 573	-3 899	-1%
Other expenses related to property management	-14 106	-13 108	-12 617	8%
Property management	-16 644	-15 682	-16 516	6%
Payroll expenses	-4 668	-4 987	-4 816	-6%
Other expenses related to administration	-3 785	-3 650	-4 463	4%
Administration	-8 453	-8 637	-9 279	-2%
Total Operating expenses	-92 182	-84 544	-72 779	9%

Focus on expenses, with a significant increase, particularly in payroll costs (+14% when compared to 2024)

- For employees on Danish local contracts, the increase is linked to collective bargaining agreements, therefore independent of the school
- A larger student population has led to the opening of new classes and recruitment. At the beginning of the 2025-2026 school year, organizational measures were taken to optimize expenses, but the effects were not visible until the end of 2025.
- There was also an increase in property costs (+8%), which cover the rental of school buildings, as well as the rental of sports facilities and building maintenance.

b) Vote pour approval

(a) Annual report 2025 (34 votes) :

- For : 33
- Against : 0
- Abstention : 1

(b) Financial report 2025 (34 votes):

- For : 33
- Against : 0
- Abstention : 1

IV. Election of Board Members

By Christophe Côme, general secretary

Each year, the Board of Directors, composed of a minimum of 6 permanent members, renews two of its members for three-year terms, as well as alternates elected for one-year terms. In



the event of a resignation during a term, the seat is open for election at the next Annual General Meeting for the remaining term of the term in question.

- i. This year, the terms of Gösta Schwarck and Judith Doué Taï are expiring: two 3-year terms are up for election
- ii. In addition, Hadrien Boisseau and Maya Khiar, elected last year for 3 years, are stepping down, so two 2-year terms are up for election
- iii. Présentation des candidat(e)s :
 - Audrey DUFOUR
 - Lars HOVANG (absent)
 - Aurélie LUTZ
 - Flavie RAMAKRISHNAN
 - Riem ROESS (absent)
 - Gösta SCHWARCK
 - Camille BAS-WOHLERT
 - Andrea YOUNG

Parents present at the meeting who did not vote electronically were able to vote in person, choosing a maximum of 3 candidates.

V. Financial Situation 2026

By Judith Doué Taï, Treasurer

A. Budget 2026

Following two previous deficit years, the main objective for 2026 is to return to a surplus, with a projected excess of DKK 1.2 million.

The budget is based on a stable number of student (795 students estimated in the budget as of September 5, 2026).

The main points of this budget are:

- i. Expenses :
 - Taking into account the request for a new contribution from the AEFÉ (amounting to 35% of the civil service pensions of seconded staff), with a provision of DKK 1.17 million DKK
 - Better control of payroll costs;
 - Optimization of the number of classes
 - Continuing some investments: installation of protective tarpaulins in playgrounds;
 - Purchase of new computer equipment;
 - Equipment for flexible classrooms;
 - Furniture for student common areas (lounges).



ii. Revenues :

- 5% increase in tuition fees ;
- Increase in registration fees;
- Billing for optional courses and programs.

B. AEFÉ amendment

- Announcement of December 18, 2025: New contribution to offset the record deficit of the AEFÉ and the increase in civil service pensions for employees with a French contract.
- Impact for LFPH :
 - 2026 : 1,17M DKK.
 - 2027 : >3M DKK (if pensions are increased).
- Issues:
 - Imposed amendment: Increase in contributions without transparency regarding the total amount (linked to future pensions).
 - Risk of a "blank check": the amendment imposes a significant increase but without visibility on the final amount after 2027
 - Few schools have signed it to date (~30/155, mainly in Asia)

Board of Directors' position

- Non-negotiable : guarantee AEFÉ accreditation. We are a French school within the AEFÉ network. It is essential to preserve this strength and identity (confirmed by the survey).
- No withdrawal from the convention is desired
- Refusal to sign the amendment in the short term:
 - Reasons :
 - Unclear need to long term financial cost.
 - Lack of transparency and justification.
 - Strategy :
 - Await the conclusions of the Cazabonne commission (mid-june 2026) and the AEFÉ General Assembly (June 26, 2026).
 - Administrative appeal: 27 schools have filed an appeal to block the amendment (due to lengthy delays).
 - Provisioning: The funds are already budgeted (if signature is mandatory).
- Alternatives :
 - Negotiation for a new partnership model (e.g., a "light" agreement)
 - No transition to "partner" status (too costly in the short/medium term).

Key milestones

- Mid-june 2026 : Cazabonne Commission report.
- June 26, 2026: AEFÉ General Assembly.



- Early July 2026: General Assembly of the FAPEE
- June 30, 2026: Deadline for signing the amendment (postponement possible)

VI. Summary of the 2026 Parent Survey

By Maryll Métier

Respondent Profile

- Distribution : Maternelle/preschool (26 %), Primaire/elementary school (32 %), Collège/middle school (28 %), Lycée/high school (14 %).
- Duration of presence at LFPH : 38 % entre 2 et 5 ans, 33 % >5 ans.
- Diversity : 40 % de multicultural families, 90 % parlent français à la maison.

Reasons for Choosing the LFPH

1. French Language (76 %).
2. French Education System (66 %).
3. Academic Excellence (30 %).

Overall satisfaction

- Average rating: 7,4/10.
- Strengths :
 - Quality of teachers.
 - Academic Excellence.
 - Facilities and location.
- Areas for improvement:
 - Communication : Too many emails, lack of clarity, information difficult to find.
 - Interpersonal relationships: Reception, Management, need for listening.
 - Organization : Lack of structure (SFO logistics, stability).
 - Inclusion : Difficulties for non-French-speaking families (communication in French/English/Danish).

Strategic priorities (according to parents)

1. Multilingualism (English, German, Danish).
2. Integration of non-French-speaking families.
3. Centralized communication.
4. Strengthening the school-family connection.



VII. School project

By Alexandra Rochette, vice-president

Clear priorities identified during the parent survey and forming the basis of the project: languages (multilingualism) and academic excellence.

- Methodology:
 - Workshops: Defining ambitions, key skills, and necessary changes.
 - Short-term actions: Implementation starting in the 2026 academic year.
 - 2030 Vision: Reflection on profound changes (e.g., language teaching, timetables).

- Goal : Making LFPH an international community where every student develops the ability to live, learn, and interact with ease across multiple languages and cultures.

- Communication :
 - Recruitment of a person dedicated to strategy and implementation.
 - Improvements: Centralization, transparency, responsiveness.

- Languages :
 - Identified issues :
 - Heterogeneous levels (e.g., English, Danish).
 - Lack of exposure outside of class (e.g., extracurricular language activities).
 - Suggestions:
 - Teaching subjects in a foreign language (e.g., science in English).
 - Flexibility: Groups by ability level vs. mixed classes.
 - Informal practice: Encouraging the use of languages in daily life (e.g., clubs, interactions with staff).

VIII. Presentation of the future Headmaster

By Timothée Léridon

Mr Léridon is currently Deputy Headmaster at the Lycée Français Charles de Gaulle (London).

- Expérience :
 - Management of a bicultural (French/English) school).
 - Collaboration with local authorities (UK Department for Education) and the diplomatic mission.

- Vision :



- Dual identity: Strong connection with France + international outlook.
- Academic excellence: Preparing students for higher education worldwide.
- Start date: August 2026 (start of the academic year)

IX. Voting Results and Closing Remarks

Par Christophe Côme and Gösta Schwarck

A. Election of the new Board of Directors

161 votes : 145 online, 16 on site

Voting Results, in alphabetical order

	online	On site	total	mandate
Audrey DUFOUR	53	10	63	2 years
Lars HOVANG	36	4	40	alternate
Aurélie LUTZ	49	8	57	2 years
Flavie RAMAKRISHNAN	28	2	30	-
Riem ROESS	30	1	31	alternate
Gösta SCHWARCK	61	8	69	3 years
Camille BAS-WOHLERT	56	9	65	3 years
Andrea YOUNG	14	6	20	-

Considering the end of the oldest mandates, with a term of office of:

- Gösta SCHWARCK (mandate until 2026)
- Judith DOUE TAI (mandate until 2026)

Considering the premature ending of their mandate from 2 members, stepping down as they are leaving Denmark:

- Hadrien BOISSEAU (mandate until 2028)
- Maryll METIER (mandate until 2028)

The following people are therefore elected, from 28/05/2026 :

For a 3-year term:

- Gösta SCHWARCK
- Camille BAS-WOHLERT

For a 2-year term:

- Audrey DUFOUR
- Aurélie LUTZ



As alternates, for a 1-year term:

- Lars HOVANG
- Riem ROESS

- **Closing remarks**

Gösta Schwarck, on behalf of the Board of Directors, would like to warmly thank the Headmaster, Mr. Mocka, for all the work he accomplished during his three years at the LFPH; Ambassador Christophe Parisot for his involvement and constructive collaboration during his five years in Copenhagen; and Carl Engelsen, the previous COCAC, for his work on the Board of Directors in connection with the Embassy.

A few words of thanks were also extended to the outgoing Board members: Treasurer Judith Doué Tai, Hadrien Boisseau, Maryll Métier, and Andrea Young for all their work on the Board during this year.

D. Election of roles in the new board

Moreover, the new board met on May 31st 2026 and its members have elected on June 2nd 2026, on the following allocation of roles:

Role	Name	Obtained votes	Elected to Board until
President	Gösta SCHWARCK	6/6	2029
Vice-President	Alexandra ROCHETTE	6/6	2027
Treasurer	Christophe CÔME	6/6	2027
General Secretary	Camille BAS-WOHLERT	6/6	2029
Permanent member	Audrey DUFOUR	-	2028
Permanent member	Aurélie LUTZ	-	2028
Alternate	Lars HOVANG	-	2027
Alternate	Riem ROESS	-	2027



X. Summary of parents' questions and corresponding answers

By Christophe Côme

- Question: As of the date of the General Assembly, around thirty schools under agreement have signed the amendment sent by the AEFÉ at the end of December 2025. What would be the consequence of not signing it?

- Answer: As of today, nothing has been formally defined. The Board of Directors (BoD) will communicate to the AEFÉ that not signing the amendment does not mean that we want to terminate the current agreement (which binds the LFPH to the AEFÉ until summer 2028). The LFPH is not challenging this agreement. Based on the interactions the BoD has had with various stakeholders, the majority of schools under agreement are taking the same approach, and we are waiting for the next AEFÉ Board meeting and the first communications from the new AEFÉ Director General to learn more.

- Question: Could future AEFÉ decisions call into question the decision not to move to partnership status?

- Answer: At present, the LFPH is bound by an agreement with the AEFÉ until 2028 (effective from August 21, 2023; for a five-year term). In practice, this agreement is automatically renewed for successive five-year periods. As stated in the agreement: *"It may be terminated by either party, through the diplomatic mission, at the end of a school year, with twelve months' notice."* The BoD also recalls the three existing statuses within the AEFÉ network:

- Direct management: Schools managed as French public schools abroad.
- Partner schools: Accredited private-law institutions, without seconded staff. The school pays a contribution for examinations.
- Schools under agreement (LFPH's status): Around 150 institutions (20% of the network). They benefit from seconded teachers (around twenty in our case) and co-funding for training.

Advantages of the current status

- Human resources: Access to teachers trained in France, with part of their salaries co-funded (although this support is decreasing).
- Financial advantage: The budget recovers part of salary costs, allowing for increased spending capacity.
- Educational consistency: Ensures coherent teaching standards across the network.

Participation in a global network: Students can follow a similar educational pathway in most countries around the world (important for expatriate families). The network also supports teacher training, and many students participate in AEFÉ-led initiatives.

Challenges and uncertainties



- No optimal financial model identified to date: Partnership status is not always less costly, especially where local salaries may be higher (e.g., LFPH).
 - Future trends: The AEFÉ may create new models (enhanced partnerships, lighter agreements), but nothing has yet been defined.
 - Case-by-case decisions: Some schools may benefit from becoming partner schools (depending in particular on local salary conditions), while others may not.
 - Short-term objective: Maintain agreement status while engaging in open discussions with the AEFÉ regarding the amendment.
 -
- Question: Regarding the timeline of decisions, the BoD seems convinced that partnership status is not the best solution. Could a decision on a potential hybrid solution really be made within two weeks?
- Answer: First, we do not know whether a hybrid solution will be proposed, or even whether there will be a moratorium on the AEFÉ's decision of December 18, 2025. However, even if a solution were proposed, we know that no solution would be implemented immediately after a decision is made. The objective is to have the amendment withdrawn, renegotiated, or opened for discussion. Discussions are currently ongoing, but nothing has been formalized: stakeholders are open to dialogue, but there is no clear roadmap or decision-making authority at this stage.
- Financial strategy:
 - Avoid or postpone any additional costs in order to protect the budget.
 - No expectation of a miracle solution: no major changes are anticipated by July 1.
 - Priority: safeguard the school's finances by exploring all available options.
 - Position with regard to the AEFÉ:
 - No opposition to the AEFÉ, but recognition of its financial challenges.
 - Request for greater transparency:
 - Clear information on what is being funded (e.g., contributions to civil service pensions).
 - Better understanding of how contributions evolve and how they are used.
 - Willingness to contribute, but not at the expense of the school's medium- and long-term financial stability (LFPH).
- Question: The agreement between the LFPH and the AEFÉ runs until 2028. Is no change possible before then?
- Answer: The agreement is automatically renewed unless either party requests a modification. In addition, any request for change must be made 12 months before the expiry date. Therefore, for any change before summer 2028, one of the parties (AEFE or LFPH) would need to terminate the agreement before summer 2027. An important technical point is that the current agreement (valid until 2028) does not clearly specify social contributions and civil service pensions, which has allowed the AEFÉ to act without formally calling into question all existing agreements.



- Question: If in June the AEFÉ were to reverse its decisions and no longer require any additional payments for 2026 and 2027, could the financial regulations — including the fees charged for high school students — be reconsidered?

- Answer: First of all, the BoD considers a complete reversal of the AEFÉ's previous decisions to be extremely unlikely. Secondly, this issue stems from a broader reflection: a perceived inequity exists because families whose children do not choose any electives or optional courses (which require additional teachers and teaching hours) currently pay the same fees as those who do benefit from them. Therefore, no changes are expected for the 2026–2027 school year. Beyond that, it will be up to future Boards of Directors to determine whether the financial regulations should be adjusted for subsequent school years.

- Question: Regarding the 2026 budget, revenues appear similar to those of 2025. How can a surplus be explained this time?

- Answer: Several factors need to be taken into account:

- Cost control:
 - A slight increase in tuition fees.
 - Rationalization of the number of classes to optimize efficiency and avoid maintaining classes with very low enrollment.
 - Improved management of staff schedules.
- Forward planning:
 - Better forecasting of student enrollment and available places.
 - Favoring balanced management rather than accepting all students without sufficient capacity.